

À l'attention de la direction de l'information

Communiqué de presse

« Les grands froids sont déjà là » pour le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Montréal, le 29 novembre 2009. Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) presse le gouvernement du Québec d'adopter dans les plus brefs délais une politique globale en itinérance, comme le recommandaient à l'unanimité des parlementaires des quatre partis présents à l'Assemblée nationale, le 4 novembre dernier.

C'est le message qu'il a lancé ce matin sur le site de l'État d'urgence 2009 de l'Action Terroriste Socialement Acceptable (www.atsa.qc.ca). Il l'a été en présence de Me Gerald R. Tremblay, bâtonnier sortant, M. Geoffrey Kelley, député libéral de Jacques-Cartier, Madame Monique Richard, députée péquiste de Marguerite-D'Youville et Madame Françoise David, présidente de Québec solidaire.

Alors que l'hiver est à nos portes, c'est avec beaucoup d'appréhensions que le RSIQ attend le dépôt prochain du plan d'action du gouvernement du Québec. « Un collage de certaines mesures gouvernementales sera largement insuffisant pour obtenir une action gouvernementale globale pour réduire et prévenir l'itinérance, tout comme quelques mesures ponctuelles », précise Marie-Claude Vézina, présidente du RSIQ.

La situation de l'itinérance est préoccupante dans plusieurs régions du Québec. « Le seul refuge de Sherbrooke, l'Accueil Poirier, doit refuser ses services à une trentaine de personnes à chaque mois, faute de places; à Trois-Rivières, la fréquentation du centre de jour de Point de rue a quadruplé depuis 2003 tandis qu'à Montréal, par exemple, la Mission St-Michael en est rendu à offrir de l'aide alimentaire au double de sa capacité d'accueil », souligne Mme Vézina.

L'implication gouvernementale devra aller au-delà du nécessaire soutien aux refuges, aux centres de jour et à l'ensemble du réseau québécois de groupes communautaires oeuvrant auprès des sans-abri. Des actions soutenues et à long terme devront être prises pour améliorer le revenu des personnes, leur accès à un logement social, aux services sociaux et de santé et d'éducation. « L'ampleur des problèmes et leur complexité appellent à un engagement de toute la société envers les droits de personnes itinérantes ou à risque de le devenir », soutient la porte-parole du RSIQ.

« Le RSIQ espère que le récent avis de la Commission des droits de personnes sur le profilage social amènera la ville de Montréal et d'autres villes à revoir l'application des certains règlements par les services de police », ajoute Marie-Claude Vézina.

En conclusion, le RSIQ invite ses alliés à écrire à la ministre responsable pour demander une réponse gouvernementale adéquate à la demande d'une politique globale en itinérance, politique qui devra également être dotée de moyens financiers significatifs.

-30-

Pour informations : André Trépanier (coordonnateur du RSIQ), 514-659-4733, Pierre Gaudreau (vice-président du RSIQ et coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal), 514-603-1949 et Marie-Claude Vézina (présidente du RSIQ et porte-parole de la Table de concertation sur l'itinérance à Sherbrooke), 819-349-0437, www.rapsim.org section RSIQ.